

Collectif Solidarité Roms
C/o Médecins du Monde
5bd de Bonrepos - 31000 TOULOUSE
Collectifsolidariteroms31@gmail.com
Et Amnesty International

Monsieur Pascal Mailhos

Toulouse, le 28 mars 2018

Monsieur le Préfet,

En France, en 2018, environ 16.000 ressortissants européens vivent en situation de grande précarité, dans quelques 570 bidonvilles ou squats.

A l'échelle de la commune de Toulouse, au moins 500 personnes dont un tiers d'enfants se trouvent dans une dizaine de bidonvilles ou habitats très précaires et plusieurs centaines d'autres personnes habitent en squat. La grande majorité de ces personnes sont présentes sur ce territoire depuis plusieurs années et souhaitent s'y installer durablement en aspirant à s'intégrer dans les meilleures conditions.

Nous déplorons toujours les conditions indignes d'habitat qui perdurent pour nombre d'entre eux et qui se reproduisent dans de nouvelles implantations à la suite d'expulsions (Expulsions des terrains de Ginestous, Toulouse-Lautrec et Lardenne et du squat des Arènes en 2017). L'impact de la vie en squat et bidonvilles sur la santé est immense, en particulier pour les plus fragiles, comme le montre le nombre de décès précoces survenus en 2017 dans les squats et bidonvilles de Toulouse. L'absence de solutions globales et pérennes de relogement digne et les obstacles dans les démarches entraînent souvent un épuisement psychologique et un objectif de survie au quotidien. Cela a aussi un impact majeur sur le présent et le futur des enfants dont les droits sont régulièrement bafoués en termes de scolarisation interrompue et de suivi médical reporté ou annulé du fait de l'instabilité des lieux de vie.

L'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et bidonvilles constitue à cet égard un nouvel outil à votre disposition pour mettre en œuvre à l'échelle de Toulouse-Métropole une véritable politique d'inclusion des personnes vivant en bidonvilles et squats. C'est dans cette perspective que le Collectif Solidarité Roms de Toulouse (CSR 31) vous sollicite aujourd'hui, en votre qualité de Préfet de la Haute-Garonne.

Comme cela a pu être mis en œuvre dans d'autres territoires et comme l'instruction du 25 janvier 2018 vous y invite, l'élaboration concertée d'une stratégie globale prenant en compte les différents aspects de l'insertion et les freins existants devrait se faire « *dans un esprit partenarial, impliquant l'ensemble des services de l'Etat concernés, les collectivités locales, le département, la région* » ainsi que « *les associations, opérateurs, bailleurs sociaux, et les occupants eux-mêmes* ».

Une connaissance détaillée de l'environnement, des problématiques et des points d'appui des différentes familles est indispensable pour mener une stratégie territoriale favorisant la lutte contre la précarité et le respect des lois de la République. Cet état des lieux doit permettre de fixer les objectifs, les priorités, les actions et les moyens nécessaires. La stratégie mise en place doit « *couvrir un large spectre de questions* », en lien avec les projets et les capacités des familles et individus et dans la continuité des démarches qu'elles ont déjà engagées. Leur mobilisation permanente depuis plusieurs années, et celle d'associations, de professionnels engagés et de la société civile, a en effet permis d'aboutir à plusieurs avancées : prévention, dépistage, vaccinations, accès aux droits, début de scolarisation.

Dans cette perspective, notre collectif tenait à vous faire savoir qu'il serait tout à fait disposé à contribuer à une telle démarche, dans le respect des rôles et des missions de chacun.

Afin de lancer la dynamique, nous vous prions, M. le Préfet, de bien vouloir organiser, dans les semaines à venir, **une réunion de lancement du comité de pilotage local** de la stratégie territoriale de résorption des bidonvilles, réunissant l'ensemble des acteurs locaux pertinents, et d'y convier notre collectif. Une telle démarche de votre part confirmerait votre mobilisation dans la lutte contre la grande précarité et l'exclusion, et favoriserait certainement l'engagement d'autres acteurs locaux

Après 25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsion des bidonvilles et alors que l'instruction du 25 janvier fixe un objectif de résorption à 5 ans, il est grand temps de mettre en mouvement une action publique réfléchie, concertée et en cohérence avec les besoins et les aspirations des personnes concernées !

Nous tenant à votre disposition pour poursuivre cet échange, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

P/Collectif Solidarité Roms 31

Copies à : Monsieur MOUDENC, Maire de Toulouse et Président de la Métropole, Madame Monique Cavalié Directrice de l'Agence Régionale de Santé- Occitanie, Monsieur Georges Méric le Président du Conseil Départemental, Sylvain Mathieu délégué DIHAL, Monsieur TOUBON Défenseur des Droits,

Le Collectif Solidarité Roms 31 : CCFD-Terre Solidaire, CCPS, Cimade, LDH, Médecins du Monde, MRAP



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

